

Le dollar canadien

Qui pourrait prétendre que les politiques du Parti Québécois n'ont pas eu d'influence sur l'économie? Qui pourrait prétendre que la situation de l'économie n'est pas reliée à celle de l'unité? Comment peut-on proposer de négocier la division du pays sans changer la perception que les étrangers ont du Canada? C'est pourtant ce que le chef de l'opposition et le député de Rosedale (M. Crombie) prétendent ces dernières semaines, en se montrant disposés à négocier la division du pays.

M. Baker (Grenville-Carleton): Vous vous éloignez de la vérité, Gillespie.

M. Gillespie: Notre dollar remontera, monsieur l'Orateur, quand la confiance reviendra.

M. Baker (Grenville-Carleton): La vérité, vous buteriez dessus que vous ne la reconnaîtriez pas.

M. Gillespie: Ce n'est pas à coups d'expédients qu'on fera remonter le dollar. Les conservateurs disent qu'ils préféreraient voir le dollar à 90c.

M. Gillies: Nous préférierions le voir là où il flotte.

M. Gillespie: Bien sûr, il remontera en temps et lieu.

M. Gillies: Quand nous aurons un nouveau gouvernement.

M. Gillespie: Les conservateurs prétendent pouvoir le remonter en vitesse, en trafiquant les comptes de la Banque du Canada et en réévaluant notre encaisse or. C'est cela, je pense, que proposait le député de Don Valley (M. Gillies). Ce n'est pas avec ces expédients qu'on rétablit la confiance, et l'opposition la sape quand elle dit qu'elle recourrait à de pareils procédés.

M. Baker (Grenville-Carleton): Qui rédige vos discours, Alastair?

M. Gillespie: Le gouvernement a bien examiné les solutions proposées par l'opposition. Il est clair qu'elles ne sont pas sérieuses. Les conservateurs ont eu la possibilité de proposer leurs solutions au gouverneur de la Banque du Canada et, comme on peut le voir dans la presse, après quinze minutes ils étaient à court de questions.

M. Gillies: Citez vos sources!

M. Gillespie: Les conservateurs se disent prêts à gouverner, mais est-ce que dans ce débat ils ont dit seulement aux Canadiens que les coûts unitaires de main-d'œuvre avaient contribué à rendre les produits canadiens non concurrentiels? Ont-ils dit à la population qu'avant les contrôles, nos coûts salariaux étaient plus élevés et montaient plus vite qu'aux États-Unis? Ont-ils dit aux Canadiens que la situation du dollar a contribué à rétablir la compétitivité de l'industrie? Ont-ils dit aux Canadiens que grâce à la situation du dollar nous avons eu un excédent commercial record l'an dernier, un excédent de 3.5 milliards? Tout semble indiquer que nous connaissons un surplus commercial encore plus important cette année—un surplus commercial dans le domaine des produits manufacturés.

● (2100)

Les tories ont-ils dit aux Canadiens que notre dollar dévalué représente une occasion en or pour les hommes d'affaires canadiens? Leur ont-ils dit que c'est une occasion rare pour l'industrie de fabrication—une occasion qu'eux et nous devrions saisir et mettre à profit dans l'intérêt du pays? Je n'ai

[M. Gillespie.]

encore entendu personne de l'opposition dire aux hommes d'affaires canadiens: «La dévaluation du dollar vous donne une occasion rare; profitez-en et vendez!» Les tories préfèrent y voir un jeu politique.

Dans tout débat, je n'ai pas entendu les tories dire aux Canadiens que le dollar dévalué, qui est ainsi devenu plus concurrentiel, a permis au gouvernement de créer plus de 400,000 emplois l'an dernier. Si ma mémoire est fidèle, il n'y a jamais eu, certainement pas au cours des dix dernières années, un degré aussi élevé de croissance de la main-d'œuvre active; en effet, la main-d'œuvre active a augmenté du tiers, ce qui représente l'augmentation la plus rapide dans le monde industrialisé.

Les tories n'ont pas joué franc jeu avec les Canadiens. C'est pourquoi je suis heureux que ce débat ait eu lieu car j'ai maintenant l'occasion de faire connaître certains faits à l'opinion publique. Ils n'ont pas aidé le pays. Je crois même qu'ils ont faussé les faits en ce qui concerne la situation du pays. Ils ont mis l'accent sur les aspects négatifs de cette situation et ils n'ont pas daigné insister sur les réalisations et la force du Canada. Il n'y avait pas de suite dans ce qu'ils disaient. A un certain moment, leur chef prédisait un déficit de 18 milliards de dollars alors qu'il aurait dû être mieux informé. Certains de ses porte-parole l'étaient. Je crois qu'il a essayé de se reprendre, mais personne n'est certain qu'il y soit jamais parvenu. Il devait savoir qu'une erreur de ce genre ne passerait pas inaperçue. Je regrette qu'il n'ait pas pris la peine d'apporter la rectification qui s'imposait. D'autres personnes ont vu et entendu ce genre d'erreur.

Il y a quelques minutes, le député de Don Valley affirmait que le déficit du Canada était trop élevé et qu'il fallait le réduire. Au cours des dernières semaines, son chef a soutenu le contraire—que le déficit devrait être plus élevé. D'autres, à l'extérieur du Canada, entendent ces déclarations contradictoires; il n'est donc pas surprenant que ceux qui tentent d'émettre un jugement sur la situation du dollar canadien soient tout embrouillés. Voilà les gens qui se prétendent prêts à gouverner. Ils ont prouvé leur ineptie totale en matière économique et ils ont prouvé qu'ils n'étaient absolument pas sérieux. Ils ont fait sciemment des déclarations contraires à la vérité.

Il n'y a pas longtemps, l'un des porte-parole officiels du parti tory, le député de York-Simcoe (M. Stevens), a affirmé publiquement qu'il y avait des libéraux qui spéculaient sur la dévaluation du dollar. Il savait pertinemment que ces paroles ne tomberaient pas dans les oreilles de sourds. Je suppose que c'est pour cela qu'il les a dites. Pour quelle autre raison aurait-il tenu ces propos? Mais lorsqu'on lui a demandé de se justifier, il n'avait aucune preuve à fournir parce que nous savions, comme lui, que ce qu'il disait n'était pas vrai. A l'étranger on porté un jugement sur une déclaration de ce genre, faite au Canada par des gens qui s'estiment capables d'assumer le pouvoir. On sait que l'opposition sème la confusion et montre son ineptie.

Les députés de l'opposition peuvent, bien sûr, faire de la menace de séparation, comme bon nombre d'entre eux ont d'ailleurs fait. Ils peuvent faire des déclarations irréfléchies, et c'est en grande partie pour cette raison que le ministre des Finances (M. Chrétien) . . .